

Tous les jours, le gouvernement libéral nous accuse de vouloir réduire à néant tous les programmes dont bénéficient les Canadiens, les programmes que nous n'avons jamais eu les moyens de nous offrir et qu'il a invoqués année après année—comme les conservateurs avant lui—pour se faire élire.

Voici une opinion que je partage avec de nombreux économistes: la plus grande menace pour les programmes sociaux de notre pays réside dans les dépenses effrénées du gouvernement libéral. La plus grande menace pour les programmes sociaux, soit l'assurance-maladie, l'éducation et toutes ces choses sur lesquelles les Canadiens ont appris à compter, ce n'est pas la responsabilité financière dont fait preuve le Parti réformiste, mais les grands dépensiers que sont les libéraux d'en face et qu'étaient avant eux les conservateurs.

Il est temps que le gouvernement se décide à relancer l'économie. Il est temps que le gouvernement réponde aux préoccupations des Canadiens en ce qui concerne les taux d'imposition élevés en cours au Canada. Il est temps que le gouvernement prenne les mesures qui s'imposent pour vraiment créer des emplois durables au Canada et réduire un déficit hors de contrôle.

Je ne crois pas un instant que le gouvernement actuel se décidera vraiment à faire tout cela. S'il n'est pas disposé à répondre aux préoccupations que nourrissent les Canadiens au sujet de l'économie, des emplois et des impôts, qu'il cède sa place à un parti qui saura le faire, le Parti réformiste du Canada évidemment.

• (1520)

Malheureusement, les Canadiens vont devoir souffrir encore quelques années. J'aimerais qu'ils cessent de souffrir plus tôt, mais ils semblent condamnés à subir deux autres années de dépenses immodérées et de budgets déficitaires.

La députée de Beaver River m'a rappelé de ne jamais prendre la parole pour parler des dépenses immodérées du gouvernement libéral sans toucher un mot des pensions. Je remercie la députée de Beaver River d'avoir été là au bon moment.

Les réformistes ont agi de manière responsable en renonçant au régime de retraite dans une proportion de 98 p. 100 et en montrant aux Canadiens leur détermination personnelle à sérieusement réduire les dépenses. Nous voulons faire épargner aux contribuables canadiens quelque 35 millions de dollars en renonçant simplement au régime de retraite des députés.

Il est intéressant de souligner que 98 p. 100 des députés réformistes ont fait le bon choix, celui de renoncer au régime, alors que 98 p. 100 des députés libéraux ont malheureusement fait le mauvais, en décidant de continuer de s'en prévaloir. Quel genre de message cela envoie-t-il au contribuable canadien qui voit son revenu disponible diminuer de plus en plus chaque jour? Quel genre de message cela envoie-t-il au contribuable canadien moyen qui est accablé parce que son revenu brut est imposé à 63 p. 100? Cela lui indique-t-il que le gouvernement est prêt à

s'attaquer sérieusement à la crise financière que nous vivons actuellement?

J'espère que, avant la fin de la législature, la Chambre des communes verra le gouvernement libéral établir un plan net et précis afin de modifier les habitudes de dépenses qu'il a héritées des conservateurs, à qui elles avaient été transmises par les libéraux.

Le ministre des Finances a parlé d'objectifs, de cibles, mais il préfère les cibles mouvantes. Il parle d'objectifs mobiles. Ils sont bien commodes, car, si on les rate, on peut toujours dire que c'est parce qu'ils bougent.

Le FMI, l'Institut C.D. Howe et presque tous les groupes de réflexion dans le domaine économique au Canada et beaucoup d'organismes américains n'ont pas mâché leurs mots. Ils ont dit au gouvernement canadien qu'il faisait mieux de maîtriser ses dépenses et d'abaisser les impôts, sans quoi il serait dans le pétrin. J'espère que le message a été entendu.

M. Alex Shepherd (Durham, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends part au débat sur le projet de loi C-90.

Certains députés ont laissé entendre que le projet de loi C-90 faisait partie de l'autre aspect de nos engagements budgétaires. Dans notre budget de 1995, il est dit que nous allons réduire les dépenses de sept dollars pour chaque dollar d'augmentation des recettes. Malheureusement, ce projet de loi traite de l'augmentation des recettes. Il va sans dire que la plupart des gens n'aiment pas les hausses d'impôt. En fait, personne n'aime cela.

Il est question, dans le projet de loi, d'une hausse du prix de l'essence de 1,5c. le litre. Je pense que nous sommes assez grands pour admettre que cette hausse fera mal, notamment aux vendeurs à commission, ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises qui utilisent de l'essence dans leurs activités. Mais il faut aussi se rendre compte que le Canada jouit d'un des plus faibles prix de l'essence dans le monde entier. Nous sommes largement les bénéficiaires d'un programme de carburants très bon marché au Canada.

Je voudrais parler d'autres questions qui ont été soulevées par mes collègues réformistes aujourd'hui, lesquels se demandent quand nous allons maîtriser nos dépenses. Je ne sais pas où est le Parti réformiste depuis deux ans, mais il me semble que nous avons réduit considérablement nos dépenses, ne serait-ce que dans la fonction publique, où 45 000 postes seront supprimés. J'ai vu le ministère des Ressources naturelles réduit de moitié. Il y a eu le projet de loi sur la privatisation du CN. Il y a eu le projet de loi sur la participation du gouvernement dans Petro-Canada. Et le reste et le reste. Il y a eu des compressions de toutes sortes.

• (1525)

Bien sûr, lorsqu'il faut couper, il faut le faire équitablement. Tout le processus d'examen des programmes visait à trouver, dans chaque ministère, où il était possible de couper sans porter atteinte à notre filet de sécurité sociale, qui est un élément très important de notre société.